



Maître d'Ouvrage

Commune de VAGNEY
12 place Paul Caritey
88120 VAGNEY

Construction d'une maison de santé

Rue Michel Collinet - 88120 VAGNEY

C.C.A.P

Cahier des clauses administratives particulières

Table des matières

Article 1 - Définition des prestations	5
Article 2 - Forme du marché	5
Article 3 - Emploi des personnes en difficulté d'insertion	5
Article 3.1 - Engagement du titulaire	5
Article 3.2 - Publics visés	6
Article 3.3 - Les modalités de mise en œuvre	6
Article 3.4 - Difficulté dans la mise en œuvre de l'action d'insertion : clauses exonératoires de responsabilité	7
Article 3.5 - Engagement du titulaire	7
Article 3.6 - Respect des obligations d'insertion, d'information et de transmission des pièces	8
En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire du marché (ainsi que ses co-traitants et sous-traitants éventuels) s'expose aux pénalités indiquées au présent CCAP.	8
Article 4 - Décomposition des prestations	8
Article 5 - Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement	8
Article 6 - Documents contractuels	8
Article 7 - Type de prix	9
Article 8 - Mois d'établissement des prix du marché	9
Article 9 - Modalités de variation du prix	9
Précision de la formule pour le cas d'index multiple : $0,15+0,85*(((\ln BT38/\ln 3 BT38)*0,3)+((\ln BT40/\ln 3 BT40)*0,35)+((\ln BT41/\ln 3 BT41)*0,35))$	10
Article 10 - Contenu des prix	10
Article 10.1 - Modalités d'établissement des prix	10
Article 10.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur	10
Article 11 - Durée du marché	10
Article 12 - Intempéries prolongeant le délai	11
Article 13 - Calendriers d'exécution	11
Article 13.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution	11
Article 13.2 - Calendrier détaillé d'exécution	11
Article 14 - Congés	11
Article 15 - Prévention des risques	12
Article 16 - Maîtrise d'œuvre	12
Article 17 - Contrôle technique	12
Article 18 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier	12
Article 19 - Coordination sécurité et protection de la santé	12
Article 20 - Provenance des matériaux et produits	12
Article 21 - Piquetage	13
Article 21.1 - Piquetage général	13
Article 22 - Préparation - Coordination - Exécution	13
Article 22.1 - Gardiennage	13

Article 22.2 - Dessin d'exécution - Vérification des plans - Malfaçon.....	13
Article 22.3 - Percements.....	13
Article 22.4 - Coordination inter-entreprises.....	13
Article 22.5 - Dépenses communes (EDF, EAU, ...)	13
Article 22.6 - Responsabilité du titulaire	14
Article 22.7 - Nettoyage.....	14
Article 22.8 - Connaissance des lieux.....	14
Article 23 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
Article 24 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
Article 24.1 - Principes généraux	15
Article 24.2 - Autorité du coordonnateur SPS	15
Article 24.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS	15
Article 24.4 - Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	16
Article 24.5 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ..	16
Article 25 - Essais et contrôle	16
Article 26 - Gestion des déchets	16
Article 26.1 - Suivi des déchets.....	16
Article 26.2 - Sanction des obligations en matière de gestion des déchets	16
Article 27 - Réception.....	17
Article 27.1 - Définition.....	17
Article 27.2 - Réception avec réserves	17
Article 27.3 - Refus de réception	18
Article 27.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :	18
Article 28 - Modalités de paiement.....	18
Article 28.1 - Projet de décompte mensuels.....	18
Article 28.2 - Forme des demandes de paiements.....	18
Article 28.3 -Décompte général - Solde	18
Article 29 - Dématérialisation des paiements	18
Article 30 - Sous-traitance et cotraitance	19
Article 30.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché	19
Article 30.2 - Paiement direct des cotraitants	19
Article 30.3 - Paiement direct des sous-traitants	20
Article 31 - Monnaie de compte du marché	20
Article 32 - Délai de paiement.....	20
Article 33 - Retenue de garantie.....	21
Article 34 - Dispositions concernant l'avance	21
Article 34.1 - Taux et conditions de versement de l'avance	21
Article 34.3 - Avance du sous-traitant.....	22
Article 35 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	22
Article 36 - Obligation de parfait achèvement	22
Article 37 - Prolongation de la garantie de parfait achèvement (GPA)	22
Article 38 - Assurances de responsabilité civile professionnelle	22

Article 39 - Assurances souscrites par le maître d'ouvrage.....	23
Article 40 - Règles générales d'application des Pénalités.....	23
Article 40.1 - Modalités de retenue des pénalités.....	23
Article 40.2 - Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement	23
Article 41 - Pénalités de retard	23
Article 41.1 - Calcul des pénalités de retard	23
Article 41.2 - Plafonnement des pénalités de retard.....	23
Article 41.3 - Exonération des pénalités de retard	23
Article 41.4 - Mise en œuvre des pénalités de retard	23
Article 42 - Pénalités pour absence aux réunions	23
Article 43 - Pénalités provisoires en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché.....	24
Article 44 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion	24
Article 45 - Sanction du retard dans la remise des documents après exécution	24
Article 46 - Résiliation	24
Article 47 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	25
Article 48 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire	25
Article 49 - Attribution de compétence.....	25
Article 50 - Protection des données à caractère personnel.....	25
Article 51 - Dérogations	26

Article 1 - Définition des prestations

Les prestations liées au présent marché de travaux sont exécutées en une seule tranche selon le planning prévisionnel joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 2 - Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur. Marché alloti passé selon la procédure adaptée.

Article 3 - Emploi des personnes en difficulté d'insertion

Conformément à l'Article L 2112-2 du code de la commande publique, le marché comporte une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'obligation faite au titulaire s'exprime en heures de travail, conformément à l'annexe n° 3 de l'Acte d'Engagement.

Il sera procédé par tous les moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit, au plus tard dans les 20 jours suivant la notification de leur marché, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé etc...) propre à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités (cf article 44).

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le Maître d'Ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné ci-après étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Article 3.1 - Engagement du titulaire

Au regard de cette clause, le titulaire s'engage conformément à l'article N° 3 de l'acte d'engagement.

Article 3.2 - Publics visés

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont ceux visés par l'article 16 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives particulières des marchés publics, notamment et pour information :

- Les demandeurs d'emploi allocataire du RSA et ayants droits, ASS, AAH,
- Demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à France travail (plus de 12 mois d'inscription consécutifs au chômage),
- Les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-12 du Code du Travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les jeunes de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification, ou ayant été privé d'emploi depuis 6 mois consécutifs
- Les personnes prises en charge dans les dispositifs IAE (Insertion par l'Activité Économique) c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI) ou d'un Atelier ou Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « l'École de la 2ème Chance ».
- Demandeur d'emploi de plus de 50 ans

L'éligibilité des personnes est validée par le maître d'ouvrage sur production de justificatifs et en amont de la réalisation des prestations. Aucune régularisation ne sera faite à posteriori.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Missions Locales ou de Cap Emploi, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Enfin, le pouvoir adjudicateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Missions Locales ou de Cap Emploi et/ou de travailleurs sociaux.

Article 3.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- ✚ Option 1 : Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée, pour un public prioritairement issu des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.
- ✚ Option 2 : La mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT).
- ✚ Option 3 : L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché : CDD, Emploi Aidé, Contrat de professionnalisation, Contrat d'Apprentissage (à l'exception des contrats signés faisant suite immédiate à un parcours scolaire). Cette embauche doit être réalisée dans le cadre du marché considéré.
 - Seuls seront éligibles, les contrats d'apprentissage signés au bénéfice de jeunes :
 - Inscrit à France travail, ou accompagnés par la Mission Locale ou tout autre dispositif d'accompagnement social : ASE, ADALI, Prêts à Bosser, etc....
 - - et/ou reconnus en « décrochage scolaire »

Les entreprises attributaires des lots concernés par la clause d'insertion sociale devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre au plus tard dans les 20 jours suivant la notification de leur marché.

Article 3.4 - Difficulté dans la mise en œuvre de l'action d'insertion : clauses exonératoires de responsabilité

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Une clause exonératoire de responsabilité s'applique lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'entreprise ne peut satisfaire à l'obligation d'insertion, dans les quatre cas suivants :

- 1) Incapacité pour le dispositif de repérage et d'accompagnement des publics à trouver des personnes disponibles répondant à la définition de l'article 3.2 du CCAP.
- 2) Défaillance des personnes en insertion
- 3) Interruption du contrat de travail en cours de chantier
- 4) Faits justifiant une rupture du contrat de travail

Le pouvoir adjudicateur pourra délivrer une attestation de carence. Il libère l'entreprise de son obligation d'insertion en partie ou en totalité ainsi que du versement des pénalités.

Article 3.5 - Engagement du titulaire

Au regard de cette clause, le titulaire s'engage lors de l'exécution du marché, à affecter aux personnes concernées, répondant aux critères énoncés, le forfait d'heure du temps total de travail nécessaire à la réalisation des travaux, suivant :

Le nombre d'heures du temps total de travail nécessaire à la réalisation des travaux est défini suivant la formule suivante :

Montant de l'offre HT X 5% (effort d'insertion) X pourcentage part salaires et charges index BT de référence / 30€ (coût horaire chargé)

L'action d'insertion ne s'applique pas en dessous de 35 heures.

Lots	Index BT	Part salaires et charges
01 - TERRASSEMENT - VRD	BT 02	25%
02 - GROS-ŒUVRE	BT 06	53%
03 - CHARPENTE BOIS	BT 16B	Pas d'insertion
04 - COUVERTURE - BARDAGE - ZINGUERIES	BT 32	Pas d'insertion
05 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS ALUMINIUM	BT 43	Pas d'insertion
06 - PLATRERIE - FAUX PLAFONDS - ISOLATION	BT 08	53%
07 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	BT 18a	Pas d'insertion
08 - REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCES	BT 10	45%
09 - PEINTURES INTERIEURES	BT 46	Pas d'insertion
10 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE	BT 40	46%
11 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS ET FAIBLES	BT 47	41%
12 - MOBILIER - AGENCEMENT	BT 18a	Pas d'insertion
13 - PHOTOVOLTAÏQUE	BT 47	41%

Article 3.6 - Respect des obligations d'insertion, d'information et de transmission des pièces

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire du marché (ainsi que ses co-traitants et sous-traitants éventuels) s'expose aux pénalités indiquées au présent CCAP.

Article 4 - Décomposition des prestations

Les prestations sont réparties en 13 lots définis comme suit :

- 01 - TERRASSEMENT - VRD**
- 02 - GROS-ŒUVRE**
- 03 - CHARPENTE BOIS**
- 04 - COUVERTURE - BARDAGE - ZINGUERIES**
- 05 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS ALUMINIUM**
- 06 - PLATRERIE - FAUX PLAFONDS - ISOLATION**
- 07 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS**
- 08 - REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCES**
- 09 - PEINTURES INTERIEURES**
- 10 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE**
- 11 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS ET FAIBLES**
- 12 - MOBILIER - AGENCEMENT**
- 13 - PHOTOVOLTAIQUE**

Article 5 - Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 6 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels,
- Le cadre du mémoire technique
- Les pièces graphiques
- Le calendrier prévisionnel d'exécution qui sera remplacé par les calendriers détaillés établis pendant le délai de préparation du chantier

Pièces générales :

- Le cahier des Clauses Administratives Générales - travaux (CCAG-Travaux) du 1^{er} avril 2021
- Cahier des Clauses Techniques Générales - Travaux (CCTG-Tvx)
- Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) publié par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
 - a) n° 77-648 du 22 juin 1977
 - b) n° 78-667 du 23 juin 1978,
 - c) n° 79-923 du 16 octobre 1979.
- Les prescriptions ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U

Article 7 - Type de prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est une pièce annexe au marché mais n'en fait pas partie, il n'est contractuel que pour les prix unitaires y figurant pour le calcul des travaux supplémentaires ou modificatifs éventuels.

Dans le but de faciliter l'établissement des offres, ainsi que leur dépouillement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier de consultation.

En aucun cas, le candidat soumissionnaire ne pourra se prévaloir d'erreurs ou omissions, même non détectées ou non signalées par lui, pour tenter de revenir sur le caractère forfaitaire du prix global.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sera annexée aux pièces contractuelles. Le marché étant global et forfaitaire, une différence entre les quantités indiquées par l'entrepreneur et les quantités réelles mises en œuvre ne pourra conduire à aucune modification du prix convenu.

Ce document ne pouvant être considéré comme un état limitatif des travaux à la charge de l'Entrepreneur servira uniquement de référence pour l'évaluation des travaux éventuels en plus ou moins, et l'établissement de la décomposition des travaux qui servira à l'établissement des situations mensuelles.

Article 8 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date limite à laquelle l'offre finale doit être remise par le titulaire.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 9 - Modalités de variation du prix

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante : **$C_n = 0.15 + 0.85 (I_n - 3) / (I_0 - 3)$**

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence "I" respectivement au mois zéro et au mois n.

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence "I" respectivement au mois zéro et au mois n.

CHOIX DES INDEX DE REFERENCE

Lots	Index de référence
01 - TERRASSEMENT - VRD	BT 02
02 - GROS-ŒUVRE	BT 06
03 - CHARPENTE BOIS	BT 16B
04 - COUVERTURE - BARDAGE - ZINGUERIES	BT 32
05 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS ALUMINIUM	BT 43
06 - PLATRIERIE - FAUX PLAFONDS - ISOLATION	BT 08
07 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	BT 18a
08 - REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCES	BT 10
09 - PEINTURES INTERIEURES	BT 46
10 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE	30% BT 38 ; 35% BT 40 ; 35% BT 41*
11 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS ET FAIBLES	BT 47
12 - MOBILIER - AGENCEMENT	BT 18a
13 - PHOTOVOLTAIQUE	BT 47

Précision de la formule pour le cas d'index multiple : $0,15+0,85*\left(\left(\ln \text{BT38}/\ln -3 \text{ BT38}\right)*0,3\right)+\left(\left(\ln \text{BT40}/\ln -3 \text{ BT40}\right)*0,35\right)+\left(\left(\ln \text{BT41}/\ln -3 \text{ BT41}\right)*0,35\right)$

Article 10 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les dépenses communes de chantier autres que celles mentionnées à l'article 9.1.2 du C.C.A.G. sont réparties d'un commun accord par les entreprises. La quote-part incombant à chaque entreprise est comprise dans son prix.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu.

Dans les plans et devis descriptif, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou devis descriptif pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Article 10.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des éventuelles sujétions techniques précisées dans les documents techniques.

Article 10.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur

Aucune prestation ne sera fournie gratuitement au titulaire.

Article 11 - Durée du marché

Le marché commence à compter de la date indiquée sur l'ordre de service.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de **12 mois (compris période de préparation de 1 mois)**.

Article 12 - Intempéries prolongeant le délai

Les prix sont établis considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite
Pluie ininterrompue	20 mm par jour
Orage	20 mm par jour
Neige	5 cm par jour
Gel	0 °C et / ou verglas
Vent	60 km/h (si 1 grue est installée et durant sa présence)
Température pour lots de finition	15° intérieur mini
Chaleur	35°C

Article 13 - Calendriers d'exécution

Article 13.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est indiqué à l'article 11 - Durée du marché.

Article 13.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité ci-dessus.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre ou le titulaire de la mission OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 23 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre ou le titulaire de la mission OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 11 - Durée du marché.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

Article 14 - Congés

D'autre part, si l'entreprise procède pour son personnel à l'échelonnement des départs pour congés payés, elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que la réduction de ses effectifs ne soit pas une cause de retard dans l'exécution de son marché (emploi de personnel temporaire, déplacement d'équipe d'un autre chantier).

Lors de la remise de sa soumission, chaque entreprise est tenue de signaler, par écrit, la ou les périodes éventuelles de fermeture de l'entreprise pour motifs de congés annuels.

Les congés payés et les jours fériés étant prévisibles, ils seront compris dans le délai global d'exécution des travaux et il n'y sera pas tenu compte par rapport à la date contractuelle d'achèvement des travaux.

Article 15 - Prévention des risques

Il est fait application des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 29 décembre 1994.

Les travaux à réaliser relèvent de la deuxième catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

Article 16 - Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre relève du livre IV du code de la commande publique.

La maîtrise d'œuvre privée est assurée par le groupement :

Cabinet BOUILLON BOUTHIER (Mandataire)
1B rue du souvenir - 88190 GOLBEY

Bureau d'études ADAM VOSGES (cotraitant)
8 allée des frênes - 88000 EPINAL

Bureau d'études ACT'BOIS (cotraitant)
2 allée Gaston et Victor Erhard - 90110 ROUEMENT LE CHATEAU

Bureau d'études I2EF (cotraitant)
6 boulevard des alliés - 70 000 VESOUL

Article 17 - Contrôle technique

L'opération à réaliser est soumise au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

Le contrôle technique est assuré par : **APAVE - 3 rue de l'Euron - 54320 MAXEVILLE**

Monsieur Vincent LAPREVOTTE - Tél : 06 70 44 04 89 - Mail : vincent.laprevotte@apave.com

Article 18 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux est effectuée par le maître d'œuvre au titre de ses éléments de missions.

Article 19 - Coordination sécurité et protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est obligatoire, aux fins de :

- * Prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ;
- * Prévoir, le cas échéant, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination SPS est confiée par le maître de l'ouvrage à : **B.R.C.P. Prévention - Monsieur Yann DUGUET - 8ter rue des Templiers - 88150 THAON LES VOSGES - Tél 06 84 11 74 27**

Mail : brcpprevention@gmail.com

L'intervention du coordonnateur SPS oblige l'entrepreneur :

- À leur fournir gracieusement tout document nécessaire à l'accomplissement de sa mission.
- À respecter à ses frais, les avis et prescriptions qui pourraient lui être imposés dans le cadre de sa mission.

Article 20 - Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Article 21 - Piquetage

Selon dispositions du CCTP

Article 21.1 - Piquetage général

L'entrepreneur sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

Article 22 - Préparation - Coordination - Exécution

Article 22.1 - Gardiennage

Le gardiennage du chantier n'est pas prévu. S'il s'avérait nécessaire, il serait assuré par l'entreprise pendant ses propres heures d'activités, en dehors de ses propres heures d'activités, par une société ou des agents qu'il aura soumis à l'agrément préalable du Maître d'ouvrage. Ces dépenses étant imputées au compte prorata.

Article 22.2 - Dessin d'exécution - Vérification des plans - Malfaçon

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, etc. ... et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences qui pourraient entraîner le manque à cette obligation.

L'entrepreneur devra établir ou faire établir tous les dessins et détails nécessaires à l'exécution de ses travaux qui font partie de sa technique particulière.

Article 22.3 - Percements

Tout entrepreneur désirant que des réservations soient effectuées par le Gros œuvre devra présenter un plan de percements au Maître d'Œuvre 15 (quinze) jours avant exécution des travaux.

Le rebouchage des percements sera à la charge du lot demandeur. (Rebouchage à - 0.5 cm du fini) la finition incombera aux lots intéressés.

Article 22.4 - Coordination inter-entreprises

Chaque entrepreneur devra travailler en étroite collaboration avec les titulaires des autres lots ceci afin que la coordination puisse se faire dans les meilleures conditions, dans les délais fixés au planning des travaux. Des réunions de chantier hebdomadaires sont prévues et une réunion pourra être prévue en plus chaque fois que le Maître d'Œuvre ou le B.E.T. le trouveront utile.

Article 22.5 - Dépenses communes (EDF, EAU, ...)

Un projet de convention de compte prorata sera établi par le lot financièrement le plus important pour gestion (lot GROS ŒUVRE) et répartition financière des dépenses de consommation d'eau et d'électricité, à l'exception du nettoyage du chantier (l'enlèvement des déchets reste à la charge des entreprises mais le Maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire intervenir une entreprise extérieure en cas de défaillance de ces dernières, dans ce cas, les frais induits seront supportés par le compte prorata). Toutes dépenses devront être débattues au préalable par le comité de

gestion. A l'ouverture du chantier un comité de gestion du compte prorata sera nommé, en dehors du contrôle du Maître d'œuvre et du C.S.P.S.

L'entrepreneur gestionnaire du compte prorata procédera à la réalisation des branchements de chantier en fluides et en électricité, compris toutes démarches administratives nécessaires et ce pour l'ensemble des concessionnaires et réglera chaque dépense sur le compte prorata ; il pourra demander des avances aux autres entrepreneurs.

Au cas où un élément de construction serait détérioré en cours de chantier par une entreprise dont l'identité ne pourrait être connue, l'entrepreneur dont l'élément concerné ferait partie de son lot procéderait à son remplacement et facturerait cette prestation au Maître d'œuvre qui retiendrait ces frais aux entreprises présentes sur le chantier au moment du sinistre proportionnellement à leur marché.

Article 22.6 - Responsabilité du titulaire

Outre sa responsabilité pour l'exécution et la tenue des travaux compris dans le marché, l'entrepreneur sera responsable des dégâts causés par sa faute aux ouvrages voisins existants du fait de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur prendra en outre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les accidents et dommages qui pourraient survenir aux ouvriers et à toute personne du fait de ses travaux, soit pendant leur exécution, soit à l'occasion de cette exécution, accidents dont la conséquence sera entièrement à sa charge.

Article 22.7 - Nettoyage

Chaque entrepreneur devra faire nettoyer, chaque fin de semaine, ses emplacements de travaux.

Au cas où le nettoyage ne serait pas fait en temps demandé, l'architecte se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par une entreprise spécialisée, aux frais et charges des défaillants.

Article 22.8 - Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir notamment, avec la remise de l'Acte d'Engagement :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc ;
- contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence ;
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Œuvre et auprès de tous les services ou autorités compétentes
- avoir pris connaissance de la totalité des pièces descriptives afin de se renseigner sur les prestations des autres corps d'état pouvant être en liaison avec ses propres ouvrages ou ayant une incidence sur le déroulement de l'ensemble des opérations. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ne pas connaître les prestations des autres corps d'état.

Article 23 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation est **de 1 mois**.

Le titulaire doit dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, conformément à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, et le soumettre au visa du maître d'œuvre au moins dix jours avant l'expiration de la période de préparation.

Les plans d'atelier et de chantier (PAC) nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, utilisant des techniques de fabrication propres à chaque entreprise, seront établis sur la base des PEO par l'entrepreneur et soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Les entrepreneurs procèdent au cours de cette période aux opérations suivantes :

- * Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- * Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur en cas de procédure ensemblier (cotraitants et sous-traitants). Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours maximum à compter du début de la période de préparation.

Le coordonnateur pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs procède aux opérations suivantes :

- * Accueil des entreprises, visite collective du chantier et présentation du P.G.C. ;
- * Récolement, analyse, approbation et transmission des P.P.S.P.S. ;
- * Constitution du C.I.S.S.C.T. et approbation de son règlement intérieur.

Article 24 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Article 24.1 - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Article 24.2 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Article 24.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- * le PPSPS ;
- * tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- * la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- * dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- * les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- * tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- * la copie des déclarations d'accident du travail ;
- * le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- * de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- * de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement, si le coordonnateur exerce une mission pendant cette période ;
- * le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;
- * à la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Article 24.4 - Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Article 24.5 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au DCE (dossier de consultation des entreprises). Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

Article 25 - Essais et contrôle

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés sur le chantier, par un bureau de contrôle agréé en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages définies au CCTP

Les dispositions de l'article 38 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

Article 26 - Gestion des déchets

Article 26.1 - Suivi des déchets

Chaque titulaire est soumis à une obligation de tri des déchets qu'il produit ou détient au titre de l'exécution de sa prestation, ainsi qu'à l'évacuation de ces déchets.

Article 26.2 - Sanction des obligations en matière de gestion des déchets

Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets :

Le titulaire est soumis à une obligation de tri et d'enlèvement de ses déchets telle que définie ci-avant. Si cette obligation n'est pas respectée, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement et 37 du CCAG-Travaux, après ordre de service et mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire.

Article 27 - Réception

Article 27.1 - Définition

Chaque entrepreneur avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre a à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux est achevé.

La date de réception est le point de départ des responsabilités biennales et décennales, sauf dispositions d'ordre public contraires.

A compter de la date de réception commencera à courir le délai de garantie fixé à un an, durant lequel l'entrepreneur sera tenu, à remédier à ses frais et risques à tout désordre qui surviendrait ou serait constaté à l'usage, même dans les menus travaux, et de faire tous raccords, donner tous jeux, et faire tous travaux qui seraient reconnus nécessaires ou seulement utiles, à l'exception des travaux d'entretien normal.

Les entrepreneurs, chacun en ce qui les concerne, sont tenus d'aviser le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception avec copie au Maître d'Œuvre, que les travaux sont terminés et ceci afin de permettre le décompte des pénalités éventuelles de retard par rapport au planning des travaux.

Le Maître d'Œuvre fera connaître dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à dater de la réception de l'avis ci-dessus, s'il considère les travaux comme terminés ou indiquera les finitions qui s'imposent.

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception assisté du Maître d'Œuvre et signé par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur.

A l'issue de la visite de réception, le Maître d'Ouvrage prononce la décision concernant la réception, qui peut-être :

- réception avec ou sans réserve,
- refus de réception, avec les incidences que cela comporte sur le respect du délai contractuel.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Article 27.2 - Réception avec réserves

Lorsque le procès-verbal de réception fait état des réserves motivées par des omissions ou imperfections, il indique les travaux correspondant à exécuter.

L'entrepreneur dispose d'un délai fixé, sauf commun accord à intervenir lors de la signature du marché, à 45 (quarante-cinq) jours calendaires au maximum à compter de la réception du procès-verbal pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou de toute autre formalité.

Immédiatement après l'achèvement de ces travaux l'entrepreneur doit, par lettre recommandée avec accusé de réception, demander la levée des réserves.

A défaut d'accord dans les 30 (trente) jours calendaires, le litige sera réglé comme il est dit à l'article *refus de réception*.

Article 27.3 - Refus de réception

Le refus de réception ne peut être motivé que par l'inachèvement des ouvrages ou par un ensemble d'imperfections équivalent à un inachèvement ou nécessitant des reprises d'ouvrages. Les motifs de refus de réception doivent être indiqués au procès-verbal.

L'absence de notification d'un procès-verbal de réception, comme l'absence de réponse à la demande de suppression des réserves dans les délais prévus constituent refus de réception.

Article 27.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

Les plans et autres documents à fournir en nombre suffisant après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G. devront être remis au Maître d'Œuvre HUIT (8) jours au plus tard après la date de demande. En cas de retard, une retenue journalière calendaire de **100,00 EUROS H.T.** sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur défaillant.

Article 28 - Modalités de paiement

Les travaux sont réglés par acomptes et un solde. Les acomptes sont mensuels et le solde prend la forme d'un décompte général définitif, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Article 28.1 - Projet de décompte mensuels

Le projet de décompte mensuel doit parvenir à l'architecte avant le 1^{er} du mois suivant l'exécution des travaux. Il les transmet au Maître d'Ouvrage pour règlement dans les 5 jours sauf difficultés. Les projets parvenant après la date ci-dessus seront vérifiés avec celles du mois suivant.

Elles comporteront obligatoirement l'état des travaux exécutés.

Les modalités de remise des demandes de paiement sont celles prévues par les articles R2192-12 à R2192-30 du Code de la Commande Publique.

Article 28.2 - Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

La forme de la demande de paiement est établie conformément aux prescriptions du CCAG-Travaux.

Article 28.3 - Décompte général - Solde

Sauf spécifications contraires dans un délai de vingt jours calendaires à dater de la réception ou de la levée des réserves, l'entrepreneur remet au Maître d'Œuvre le mémoire définitif des sommes qu'il estime lui étant dues en application du marché. Il y figure les conséquences des variations de prix. Une réserve peut-être explicitement faite si l'application définitive de la formule ne peut être faite à la date de remise du mémoire définitif.

Si le mémoire définitif n'a pas été remis au Maître d'Œuvre dans le délai fixé à l'article ci-dessus, le Maître d'Ouvrage peut après une mise en demeure restée sans effet, le faire établir par le Maître d'Œuvre aux frais de l'entrepreneur.

Article 29 - Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr

avec le numéro de SIRET de la Maîtrise d'œuvre : 830 058 806 00027 + SIRET de la maîtrise d'ouvrage : 218 804 862 00017

La facturation en ligne est obligatoire pour les Micro-entreprises au 1er janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, toute facture transmise en dehors du portail chorus-pro autorise la personne publique à la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article 1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Article 30 - Sous-traitance et cotraitance

Article 30.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- * les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- * le comptable assignataire des paiements ;
- * le compte à créditer.

Article 30.2 - Paiement direct des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- * indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- * joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.
- *

Article 30.3 - Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur, représenté par le maître d'œuvre. Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre représentant l'acheteur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai décrit à l'article 33 - Délai de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur représenté par le maître d'œuvre, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le maître d'œuvre représentant l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 31 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 32 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 33 - Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution. La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de la levée des réserves ou à compter de l'expiration du délai de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du code de la commande publique.

Article 34 - Dispositions concernant l'avance

Pour tous les lots

Article 34.1 - Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, l'avance obligatoire est octroyée lorsque le montant initial HT du marché dépasse 50 000 euros HT, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est égale à 5 % du montant initial du marché (si la durée globale du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée globale du marché exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance ou à défaut de la date de notification du contrat.

Article 34.2 - Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

Article 34.3 - Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 35 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 36 - Obligation de parfait achèvement

Le délai de garantie est fixé à 12 mois. Il démarre à compter de la date de réception de travaux (même avec réserve).

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue au CCAG-Travaux.

Article 37 - Prolongation de la garantie de parfait achèvement (GPA)

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas-échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

Article 38 - Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.
À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 39 - Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Sans objet

Article 40 - Règles générales d'application des Pénalités

Article 40.1 - Modalités de retenue des pénalités

Conformément au CCAG, les pénalités sont précomptées sur les acomptes versés par l'acheteur.

Article 40.2 - Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement

Conformément au CCAG, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres opérateurs économiques.

Article 41 - Pénalités de retard

Article 41.1 - Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard non justifié dans l'exécution des prestations, le titulaire subira une pénalité journalière de 200 euros HT.

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux une fois le montant des pénalités de retard déterminé, aucune révision, ni actualisation ne leur est appliquée.

Article 41.2 - Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Article 41.3 - Exonération des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, comme prévu à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux. Les pénalités de retard sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 41.4 - Mise en œuvre des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées par simple constat du retard par l'acheteur et sans mise en demeure préalable de l'opérateur économique.

Article 42 - Pénalités pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il subit,

sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **300 euros**, pour toute absence non justifiée constatée.

Article 43 - Pénalités provisoires en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité provisoire fixée à 200 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- * par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- * pour chaque nuisance ou bruit excessif, l'émergence doit être inférieure ou égale à 5 dB(A) ;
- * pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- * par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- * par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - délais d'approvisionnement ;
 - début d'intervention sur le chantier ;
 - délais d'exécution proposés ;
 - effectif échelonné dans le temps ;
- * par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- * par jour de retard dans l'évacuation des gravois ou déblais.

Si le délai global est respecté, le maître d'œuvre, rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées à la condition que le retard partiel n'ait pas d'impact sur les autres travaux du présent marché.

Article 44 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, l'entrepreneur subira une pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 fois le SMIC brut horaire.

En cas de défaut caractérisé d'informations, de défaut de transmission des attestations et autres pièces demandées dans les délais, ou de renseignements incomplets, des pénalités de 60 € par jour de retard à compter de la mise en demeure du Maître d'ouvrage seront appliquées.

Aucune pénalité n'est prévue en cas d'application de la clause exonératoire de responsabilité.

Article 45 - Sanction du retard dans la remise des documents après exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, une retenue sera prélevée sur le dernier acompte et remboursée dès que l'ensemble des documents sera fourni. Cette retenue provisoire de **500 euros HT** est appliquée sans mise en demeure préalable.

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 150 euros, pour toute absence constatée.

Article 46 - Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-Travaux sur la résiliation, sous les réserves suivantes : Conformément au code de la commande publique et par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- * lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- * lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- * lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, suite au signalement fait au maître d'ouvrage d'une situation irrégulière de l'opérateur économique au regard du travail dissimulé, celui-ci est mise en demeure d'apporter au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'opérateur économique.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

Article 47 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Conformément à l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du titulaire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 48 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Article 49 - Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Nancy

5, place carrière - 54000 NANCY

Tél : 03.83.17.43.43 – Télécopie : 03.83.17.43.50

greffe.ta-nancy@juradm.fr

[http : //www.tanancy.juradm.fr/ta/nancy/idex_ta_co.shtml](http://www.tanancy.juradm.fr/ta/nancy/idex_ta_co.shtml)

est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 50 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, Européennes et Françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de

l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Article 51 - Dérogations

Les articles 6 et 7 - dérogent à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

L'article 24 - Période de préparation d'un mois déroge à l'article 28.1 du CCAG travaux.

L'article 37 - Prolongation de la garantie de parfait achèvement (GPA) déroge à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

L'article 40 - Pénalités de retard déroge à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

L'article 41.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux et à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

L'article 41.2 - Plafonnement des pénalités de retard déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

L'article 41.3 - Exonération des pénalités déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 41.4 - Mise en œuvre des pénalités de retard déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

L'article 42 - Pénalités pour absence aux réunions déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 46 - Résiliation déroge à l'article 49 du CCAG-Travaux.